

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/contre-la-xenophobie-il-faut-re.html

contre la xénophobie, il faut (re)construire l'unité du peuple !

- Vie politique - Luttes et résistances -

Date de mise en ligne : dimanche 5 septembre 2010

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

La manifestation du 4 septembre contre la xénophobie d'état a confirmé la forte mobilisation des forces sociales en réaction au déferlement médiatique du gouvernement contre les Roms, les sans-papiers, les gens du voyages, et plus généralement, les immigrés.

Il faudra cependant plus que cette mobilisation pour renverser le rapport de forces et mettre en échec les politiques mises en oeuvre. Sur quoi peut-être (re)construire l'unité du peuple ?



Car si la mobilisation est réelle, tous les participants doivent bien se rendre compte que ce n'est pas simplement le "niveau" qui n'est pas suffisant. Il ne suffit pas de se dire "la prochaine fois, il faut être 2, 3 ou 5 fois plus nombreux"...

La première difficulté est bien que les principales victimes de la xénophobie d'état ne sont pas là ! et que plus profondément encore, les couches sociales présentes sont à l'évidence des couches moyennes, enseignantes notamment, et que la masse des précaires du monde du travail, de la distribution, de la construction sont absents. Bien sur, il ne s'agit pas de culpabiliser ceux qui ont manifesté ! Mais de tenter d'éclairer ce qui manque pour une mobilisation réellement plus large. Et il n'y a pas de mobilisation sociale large en France si dans les faits, elle ne dépasse pas la fracture sociale, la ségrégation sociale, qu'organisent depuis des années une société inégale et violente. Il ne peut y avoir de victoire contre la xénophobie d'état sans mobilisation de ceux qu'elle instrumentalise,

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

tous les travailleurs d'origine immigrée qui constituent une part décisive du salariat précaire et surexploité.

Cet enjeu ne concerne évidemment pas que la mobilisation contre la xénophobie, mais bien sûr aussi, la prochaine journée pour les retraites. Raison de plus pour y réfléchir ! C'est sans doute une des responsabilités d'un parti communiste de combat, qui doit trouver la capacité de propositions et d'initiatives pour travailler à cette unité du peuple qui est la clé de toute perspective de réel renversement politique.



Or, dans la manifestation du 4, les slogans, les discussions ont deux caractéristiques :

- la bataille semble porter d'abord sur les valeurs, des idées, la dénonciation du racisme notamment
- la bataille semble se cristalliser sur ce gouvernement et Sarkozy, laissant ainsi penser que sans doute un autre gouvernement, quel qu'il soit, ne poserait pas le même problème.

Une bataille d'idées, certes, mais pour quel enjeux ?

Or s'il y a bien une bataille idéologique sur l'immigration, et s'il est donc important d'informer, d'argumenter sur les faits, la situation réelle des Roms notamment, la responsabilité de l'Union Européenne, ou sur les responsabilités des grands groupes qui par la cascade des sous-traitants sont les vrais employeurs qui "bénéficient" du salaire de misère des sans papiers, il faut aussi mesurer que l'objectif premier du gouvernement n'est pas idéologique ! L'enjeu n'est pas "en soi" d'organiser la division du monde de travail par racisme, par nostalgie coloniale... Dans cette

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

hypothèse, il suffirait effectivement de "changer d'équipe". Mais ce long travail "d'ethnicisation" des relations sociales a un objectif beaucoup plus pragmatique et qui est une loi profonde du système. Permettre de nouvelles réductions massives du coût du travail, salaires, cotisations, pensions... Et cet objectif ne sort pas de cerveaux malades de dirigeants fascisants, mais bien du coeur de la société, des dirigeants économiques qui cherchent comment extraire massivement plus de profits du travail pour alimenter la formidable fuite en avant des crises financières et économiques. Il faut dans les années qui viennent des centaines de milliards de plus chaque année à la bourgeoisie Française (comme à toutes les autres) pour maintenir son niveau de vie exorbitant et son "rang" dans les affrontements mondiaux pour le partage du monde... Elle a pour cela besoin d'aggraver la guerre sociale, d'élargir les brèches ouvertes dans la protection du travail avec la surexploitation des sans-papiers, empêcher d'ailleurs l'extension de leur mouvement de lutte, de renforcer la division du monde du travail pourtant déjà profonde depuis les années 80

Si la politique de xénophobie d'état est conduite par Sarkozy, elle répond d'abord aux injonctions du Medef, de la banque centrale européenne... et du FMI ! Comme le souligne l'historienne Annie Larcroix-Riz faisant l'analogie avec les années 29-32

On ne peut répondre à cette bataille idéologique en centrant notre argumentation sur des questions de valeurs... Et pour le dire crument ! Un ouvrier, même raciste, a un intérêt vital à comprendre qu'il est du même coté que son voisin ou collège immigré ! Et c'est sans doute sur les questions du salaire qu'on peut le mieux le comprendre, donc faire bouger le rapport des forces dans le monde du travail, donc dépasser les divisions pour trouver le chemin de l'unité du peuple face à ceux qui lui mènent la guerre...

De ce point de vue, la situation est très différente de la période coloniale. De fait, le colon ou le travailleur de la métropole pouvait être "bénéficiaire" du développement colonial de la France. Il fallait une conviction politique forte pour comprendre que ce n'était vrai qu'à court terme. Le choix anticolonial permanent du PCF était dans ce contexte, un choix volontaire, souvent à contre courant des idées dominantes dans le monde du travail.

Mais aujourd'hui, les "bénéficiaires" du système sont de moins en moins nombreux. Et ceux que la guerre idéologique tente d'opposer aux immigrés sont le plus souvent des victimes directes de l'exploitation. Les retraités des quartiers de villas riverains de ZUP de tours et barres, sont très souvent des retraités pauvres, que les mesures gouvernementales appauvrissent encore ! S'ils sont sensibles aux discours de Le Pen et Sarjozy, c'est sans doute à partir de leur situation sociale qu'on peut le mieux leur faire (re)prendre conscience de leur position de classe.

Dénoncer Sarkozy certes, mais pour quelle alternative ?

La conséquence logique est qu'il ne faut surtout pas faire croire qu'en changeant de président de la république, on aurait résolu le plus gros problème ! Non seulement, le système a toujours un président de rechange, mais nous savons tous d'expérience que les élections présidentielles sont de puissants dérivatifs pour freiner, retarder,ou dévier la puissance du mouvement social.

L'exemple des USA est illustratif. La deuxième élection de G Bush avait déja montré que malgré la force et la vicacité de la bataille d'idées contre la guerre et la violence de la politique Bushienne, symbolisé par les films et déclarations de Michal Moore, Bush a été réélu, certes dans les conditions que l'on sait, mais en ayant réussi à utiliser à plein la division du montre du travail pour gagner des voix de ceux qui avaient pourtant souffert profondément de sa politique antisociale. 4 ans plus tard, on a vu comment la grande bourgeoisie américaine devant la colère populaire contre les banques dans la crise financière, a finalement décidé d'une "alternative politique" avec

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

le soutien du secteur financier à Obama. Résultat 1 an après. Que ce soit sur la guerre, sur les droits de l'homme à Guantanamo, ou sur le mur de la honte avec le Mexique, Obama continue sur les bases de Bush ! L'immense espoir qui a soulevé les USA et le monde se révèle pour ce qu'il est, la réponse du système pour maintenir sa domination.

En France, qui peut penser que De Villepin ou Juppé ferait différemment sur cette question centrale des salaires ?Et que penser de DSK qui représente ce FMI symbole de la lutte contre les salaires et les services publics ?

Et soyons lucide. Dans cette manifestation du 4 contre la xénophobie d'état, le PS est fortement présent, et beaucoup considèrent que la solution est là ! Même si on a des critiques à faire sur tel ou tel sujet au PS, il faut de toute urgence arrêter Sarkozy, et le plus simple est de le battre en 2012... le meilleur candidat étant nécessairement celui ou celle du PS... Sauf que... Dans quel cas un président socialiste a remis en cause des décisions prises par la droite précédemment ? Le gouvernement Jospin de 1997 n'a jamais abrogé les circulaires Pasqua ! Il n'a pas remis en cause les réformes Juppé des retraites !

Le problème n'est pas de savoir si les dirigeants actuels du PS veulent ou ne veulent pas faire différemment des précédents gouvernements de gauche, mais bien de répondre à la question essentielle. Cette politique xéonphobe est-elle le choix d'une partie fascisante de la droite, où est-elle indispensable au système pour assurer sa domination ? Dans le deuxième cas, une alternance politique ne suffira pas à mettre en cause dans les faits cette politique d'ethnicisation des rapports sociaux. Il faudra plus, beaucoup plus. Il faudra résoudre la question de l'unité du monde du travail, dans les luttes sociales, malgré les politiques de ségrégation, contre la xénophobie d'état organisée par la bourgeoisie.

Ce qui doit guider l'action contre le racisme, c'est d'éclairer sa nature de classe, et le combattre en travaillent à l'unité du peuple, sans créer d'illusion sur 2012...

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux